



BURKINA FASO



Formation des inspecteurs techniques et conseillers sur la méthodologie et les outils de contrôle, d'audit et de vérification

DCAF a initié une session de formation des corps de contrôle sous l'égide de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat (ASCE-LC) du 4 au 15 décembre. Cette formation concerne les conseillers de la cour des comptes, les inspecteurs techniques des Ministère en charge de la défense, de la sécurité et de la justice. Une trentaine de participants, dont 11 femmes, ont été mobilisés à Ouagadougou pour deux semaines de formation théorique et pratique sur la préparation, l'exécution et le suivi des recommandations de missions de contrôle, d'investigation et d'audit. Cette session a permis de renforcer les capacités des corps de contrôle des institutions de sécurité sur la méthodologie et les outils de contrôle, d'audit et de vérification à partir des guides méthodologiques élaborés (ASCE-LC) et le manuel de maîtrise des risques de DCAF.



4ème session du comité consultatif DCAF

Le 5 et 6 décembre, DCAF a tenu un atelier de lancement et de planification de son nouveau programme « renforcement de la redevabilité du secteur de la sécurité ». A Ziniaré, cette 4e session du comité consultatif DCAF, qui a réuni une vingtaine de partenaires dont 10 femmes, a permis de poser les jalons du partenariat entre le Bureau de la coopération suisse (BUCO) et le DCAF dans le cadre de ce programme et de favoriser les échanges avec les différents membres du comité. La séance de planification a été une occasion pour tous les acteurs, de discuter des activités, des périodes et délai d'exécution, mais aussi des résultats escomptés dans ce programme couvrant la période 2023-2027.



Présentation du plan stratégique de la CNDH

Le 23 janvier, après la présentation de vœux pour l'année 2024, une rencontre de travail a été organisée entre DCAF et l'équipe de la Commission Nationale des droits humains (CNDH), visant à articuler les programmations respectives. Les échanges ont notamment évoqué la nécessité, dans un contexte de transition, de communiquer et sensibiliser sur les fonctions et les attributions d'une institution de défense des droits humains, ainsi que sur la complémentarité avec les autres structures de l'Etat dans la lutte contre l'extrémisme violent. Parmi les différents axes programmatiques présentés figure notamment la nécessité de renforcer la visibilité de l'institution, afin de pallier la méconnaissance du grand public quant à ses missions.



Lancement officiel des activités des Comités Consultatifs de Sécurité Communaux du District de Bamako

Le 7 décembre, DCAF a appuyé l'organisation de la cérémonie de lancement officiel des activités des Comités Consultatifs de Sécurité Communaux (CCSC) du District de Bamako, laquelle s'est déroulée en présence du Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité. La centaine de participants qui ont assisté à cette cérémonie, présidée par le représentant du Gouverneur du District de Bamako, était composée des membres des CCS communaux, des représentants des autorités locales et des partenaires institutionnels. Avec le lancement de ces six CCSC du district de Bamako, le nombre total de comité consultatif de sécurité (CCS) mis en place passe de 32 à 38. Le représentant du Gouverneur du district a rappelé que "Le succès de la RSS au Mali dépend indéniablement de l'opérationnalisation et du bon fonctionnement des CCS communaux qui constituent la base car étant plus proches des communautés". Pour rappel, les CCS servent de plateforme d'échange entre les forces de défense et de sécurité, les autorités politiques et la société civile afin d'établir un dialogue et de permettre à la société civile de faire part de ses préoccupations en matière de sécurité. Cette cérémonie a été suivie d'un débat télévisé, diffusé le 10 décembre sur l'ORTM 1, portant sur le rôle des comités consultatifs dans la gouvernance inclusive du secteur de la sécurité. Le débat a été suivi par plus de 1200 spectateurs et a reçu de nombreux commentaires positifs.



Journée Porte ouverte sur les Violences Basée sur le Genre (VBG) à la Gendarmerie Nationale

Dans le cadre de la campagne annuelle internationale « 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles », la Gendarmerie Nationale, en partenariat avec le DCAF, a organisé une journée porte-ouverte dans la cour de sa Compagnie Territoriale Rive Droite le 19 décembre. L'activité était co-présidée par le Commandant de la Gendarmerie n°1 de Bamako, le Colonel Youssouf Otto Diallo et le chef du Bureau de DCAF. Plusieurs personnalités militaires, des retraités, des autorités administratives et coutumières ainsi que de nombreux civils qui étaient les premiers destinataires de l'activité ont également participé à la journée. L'objectif de cette journée porte-ouverte était de sensibiliser et informer la population et les autorités locales sur le rôle et responsabilités des forces de sécurité intérieure dans la réponse apportée aux violences basées sur le genre et sur l'existence et le fonctionnement des mécanismes permettant de signaler ces VBG. Ouvrir les portes des institutions de sécurité permet de rapprocher la population et les forces de défense et de sécurité pour que le rôle et les responsabilités des prestataires de sécurité soient mieux compris.



Symposium annuel sur la protection et promotion des droits humains

Les 11 et 12 décembre, la Commission nationale des droits humains (CNDH) a organisé, avec le soutien du DCAF, la 15^{ème} édition du symposium national sur les droits humains au Mali qui s'inscrit cette année dans le cadre de la célébration de la date anniversaire de l'adoption de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) et du mois des droits de l'Homme. Le symposium de deux jours a réuni 142 participants au total dont 43 femmes dont parmi eux des experts en droits humains nationaux et internationaux, des acteurs gouvernementaux, des défenseurs des droits de l'Homme et des partenaires au développement. Cette édition a permis de faire l'état des lieux de la situation et de partager les bonnes pratiques et perspectives pour le respect des droits humains, dans un contexte de crise multidimensionnelle. Elle visait spécifiquement à réfléchir sur la place des droits humains dans la Constitution du 23 juillet 2023 ; interroger le cadre légal d'indemnisation des victimes de conflits armés au Mali ; échanger sur la protection des libertés publiques en période de crise et débattre des enjeux et des défis du retrait de la MINUSMA sur les droits humains. Les participants ont émis plusieurs recommandations pour conclure les deux jours de travaux, notamment la constitutionnalisation de la CNDH ; la création d'une synergie d'action entre les FDS, les leaders religieux et les OSC sur le terrain et la mise en place d'un mécanisme favorisant l'exécution des décisions de justice.

NIGER



Cartographie des acteurs du suivi des cas de violation des droits humains dans la région de Tahoua

Le DCAF soutient l'ONG Mouvements des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Civique (MOJEDEC) dans le déploiement d'une plateforme de suivi des cas de violations des droits humains dans la région de Tahoua. Du 22 au 30 décembre, MOJEDEC et DCAF ont rencontré les différents acteurs de la région afin de leur présenter le projet, lequel a obtenu le soutien total des autorités nationales, régionales, départementales et communales. Huit municipalités ont été choisies sur la base des violations des droits de l'homme constatées et confirmées par les organes de gouvernance régionaux. En outre, huit réunions inclusives ont été organisées avec 275 participants pour discuter des objectifs du projet et déterminer les rôles des différents acteurs dans sa mise en œuvre. La démarche inclusive et participative a été reconnue comme un facteur déterminant pour obtenir le soutien des autorités, notamment par le Président du Conseil Régional : « nous apprécions la démarche du DCAF de rencontrer les autorités et de s'aligner sur les besoins de protection de la population identifiés dans les différentes stratégies de l'état. C'est très rare de la part des partenaires internationaux et nous assurons DCAF de notre total soutien pour une bonne réussite du projet».



Table ronde sur le rôle des OSC et médias sur la protection et la promotion des droits humains en temps de crise

La table ronde résulte d'une collaboration entre le Cercle de Réflexion et la Démocratie (CRD) et le DCAF et a bénéficié de la présence de l'ambassadrice du Royaume-Uni. La rencontre s'est déroulée le 13 et 14 décembre à Niamey et a regroupé 46 personnes dont 15 femmes issues des organisations de la société civile (OSC), des médias et du monde académique. Les principales discussions ont porté sur les défis et les opportunités du travail sur les droits humains lors des changements institutionnels, en soulignant la nécessité de dépolitiser les OSC et les médias, d'améliorer la coordination entre ces entités et d'élargir l'espace civique. La table ronde a souligné l'importance d'une formation spécialisée pour les journalistes et les membres des comités de surveillance afin de renforcer leur compréhension et leur communication sur les questions relatives aux droits humains, en particulier en période de crise. Les participants ont conclu l'événement en émettant des recommandations telles que l'harmonisation des cadres juridiques liés à la cybercriminalité, la promotion de la collaboration entre les OSC et les médias pour la diffusion d'informations exactes, et le plaidoyer en faveur d'une participation accrue des femmes et des personnes handicapées dans les affaires publiques. L'utilisation de plateformes numériques pour

diffuser des informations cruciales et engager des dialogues sur les droits de l'homme pendant les périodes de crise a également été soulignée.



Présentation du rapport d'analyse et suivi par la CONGAFEN de la mise en œuvre du Plan d'Action National Femmes, Paix et Sécurité du Niger

Le 05 et 06 décembre 2023, la Coordination des Organisations Non Gouvernementales et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN), en collaboration avec le DCAF, a organisé la présentation du rapport 2022 sur les inégalités de genre. La présentation a réuni 29 femmes et 17 hommes appartenant à différentes organisations de la société civile (OSC) féminines des huit régions du Niger. Le rapport 2022 a mis en évidence des problèmes tels que la sous-représentation des femmes dans les forces de sécurité, la faible participation au marché du travail, l'accès limité des filles à l'éducation et les taux élevés de mortalité maternelle et infantile. La présentation a également abordé des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales et le mariage des enfants. Les participants ont examiné le rapport et y ont apporté des suggestions et des commentaires afin de l'enrichir. Les recommandations ont porté sur la promotion de l'éducation des filles, l'augmentation des ressources allouées aux missions sur l'égalité des sexes, la sensibilisation des communautés contre le mariage des enfants, l'amélioration de l'accès des femmes à la justice et l'amélioration de la représentation des femmes dans les rôles judiciaires. Le rapport a été validé à l'unanimité par les participants.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à **{{contact.EMAIL}}**
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)